

Omar BENDOUROU



**LA CRISE DE LA DEMOCRATIE
EN ALGERIE**

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	7
CHAPITRE I: LA NOUVELLE CONSTITUTION ALGERIENNE DU 28 FEVRIER 1989.....	11
1) LES PRINCIPES DIRECTEURS.....	18
A) La nature de l'Etat algérien.....	18
B) L'instauration de l'Etat de droit.....	20
C) La nouvelle conception des libertés publiques.....	22
D) La fin de l'Etat-parti et l'instauration du multipartisme.....	24
2) REORGANISATION DES POUVOIRS PUBLICS.....	29
A) Réduction des prérogatives présidentielles.....	30
B) La création de l'institution gouvernementale.....	34
C) La situation du parlement.....	38
D) La justice.....	42

CHAPITRE II: DEMOCRATIE ET REFORMES DES LIBERTES PUBLIQUES.....	49
1) LES ASSOCIATIONS A CARACTERE POLITIQUE.....	50
A) Le statut des partis politiques.....	50
B) Les objectifs des partis politiques.....	52
2) LA LOI ELECTORALE.....	56
A) Les élections présidentielles.....	56
B) Les élections législatives.....	58
3) LE REGIME DE L'INFORMATION.....	63
A) La nature de la réforme.....	63
B) Les restrictions imposées à la liberté d'information.....	67
C) Le Conseil supérieur de l'information.....	70
4) LE DROIT DE GREVE.....	74
A) Les modalités de l'exercice du droit de grève.....	75
B) Les limites au droit de grève.....	77
5) LE DROIT SYNDICAL.....	80
A) La constitution du syndicat.....	80
B) La représentation du syndicat.....	81
C) Suspension ou dissolution du syndicat.....	83
6) LES REUNIONS ET MANIFESTATIONS PUBLIQUES.....	84
A) Les réunions publiques.....	84

B) Les manifestations publiques.....	85
7) L'AVENIR DE LA DEMOCRATIE.....	86
A) Les islamistes.....	93
B) L'Armée nationale populaire.....	97
C) Les autres partis politiques.....	101
CHAPITRE III: LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ET L'ETAT DE DROIT.....	107
1) LE STATUT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	108
A) L'organisation du Conseil constitutionnel.....	108
B) La saisine.....	111
C) Les compétences du Conseil constitutionnel.....	113
2) LA JURISPRUDENCE DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	116
A) La décision du 20 août 1989 relative au code électoral.....	118
B) La décision du 30 août 1989 relative au statut du député.....	129
C) La décision du 28 août 1989 relative au règlement intérieur de l'A.P.N.....	135
3) LES AVIS RENDUS PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL.....	137

A) L'avis sur la constitutionnalité du règlement intérieur de l'A.P.N.....	138
B) Les avis relatifs au report des élections aux assemblées populaires communales et de wilayas.....	141
CHAPITRE IV: LES CRISES POLITIQUES.....	149
1) LE REPORT DES ELECTIONS LEGIS- LATIVES DU 27 JUIN 1991.....	149
A) La proclamation de l'état de siège.....	151
B) Le processus démocratique en péril.....	153
C) La démocratie sous haute surveillance.....	157
2) LA SUSPENSION DU PROCESSUS DEMOCRATIQUE.....	162
A) L'organisation des élections du 26 décembre 1991.....	162
B) Les résultats des élections du 26 décembre 1991.....	171
C) Le coup d'Etat du 11 janvier 1992.....	179
D) Violations de la Constitution et restric- tions des libertés publiques.....	187
CONCLUSION.....	197
ANNEXES.....	201